



**MOZAMBIQUE
SECTEUR PRIVÉ
PROFIL PAYS**
août 2008



**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**

Table des matières

1. Introduction	1
2. L'environnement des entreprises aujourd'hui.....	1
3. Développer un secteur privé dynamique : avantages et opportunités.....	3
<i>L'agroalimentaire</i>	4
<i>Énergie et minéraux</i>	5
<i>Le Tourisme</i>	7
<i>Services de logistique et de transports</i>	9
<i>Autres domaines d'intérêt</i>	9
4. Défis et contraintes au développement d'un secteur privé dynamique	10
<i>Accès au crédit</i>	11
<i>Gouvernance et bureaucratie</i>	12
<i>Corruption</i>	14
<i>Faiblesse des infrastructures</i>	15
5. Le marché du travail.....	19
<i>Le secteur recensé</i>	19
<i>Intégrer le secteur non structuré à l'économie structurée</i>	21
<i>Qualité de la force de travail</i>	22
6. Stratégie de développement du secteur privé	22
<i>Le rôle du gouvernement</i>	23
<i>Le rôle des opérateurs privés</i>	25
<i>Le rôle des bailleurs de fonds</i>	25
<i>Le rôle de la Banque africaine de développement</i>	26
<i>Infrastructures</i>	28
<i>Rôle de conseiller</i>	28
<i>Améliorer l'accès au financement</i>	29
<i>Développer de nouveaux instruments financiers</i>	30
<i>Cofinancement de transactions à effet catalyseur</i>	30

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ANE	<i>Administração Nacional de Estradas</i> (Administration nationale des routes)
BAD	Banque africaine de développement
BdM	<i>Banco de Moçambique</i> (Banque du Mozambique)
BEI	Banque européenne des investissements
BM	Banque mondiale
CEMPRE	<i>Censo de empresas</i> (Recensement de la Firme)
CFM	<i>Portos e Caminhos de Ferro de Moçambique</i> (Société nationale des chemins de fer et des ports)
CMH	<i>Companhia Moçambicana de Hidrocarboneos</i> (Compagnie nationale des hydrocarbures)
CTA	<i>Confederação das Associações Economicas de Moçambique</i> (Confédération des associations économiques du Mozambique)
DFID	Département du développement international du Royaume-Uni
Dollar EU	Dollar des États-Unis
EdM	<i>Electricidade de Moçambique</i> (Électricité nationale du Mozambique)
FFPM	Forces, faiblesses, possibilités et menaces
FIPAG	<i>Fundo de Investimento e Patrimonio de Abastecimento de Aguas</i> (Fonds d'investissement de l'approvisionnement en eau)
gouvernement	Gouvernement du Mozambique
GTSP	Groupe de travail du secteur privé
GTZ	<i>Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> (Agence allemande de coopération technique)
Ha	Hectare
IED	Investissements étrangers directs
INE	<i>Instituto Nacional de Estatistica</i> (Institut national des statistiques)
KfW	<i>Kreditanstalt für Wiederaufbau</i> (Institut allemande de crédit pour la reconstruction)
km	Kilomètre
MCC	<i>Millenium Challenge Corporation</i> (Gouvernement des États-Unis)
MW	Mégawatt
MZM	Métical du Mozambique (monnaie nationale)
NWDP	Programme national de développement de l'eau
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PAP	Partenaires d'aide au programme
PARPA	<i>Plano de Acção para a Reduccion da Poverta Absoluta</i> (Programme national de réduction de la pauvreté)
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme de développement des Nations unies)
PPP	Partenariat public-privé
PRSP	Programme d'appui à la réduction de la pauvreté
RDC	République démocratique du Congo
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SFI	Société financière internationale
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SISTAFE	<i>Sistema de Administração Financeira do Estado</i> (Système national d'administration financière)
SSR	Stratégie du secteur routier
Tcf	Mille milliards de pieds cubes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VIH	Virus d'immunodéficience humaine

MOZAMBIQUE

PROFIL PAYS : LE SECTEUR PRIVÉ

1. Introduction

1.1 Sur le continent africain, on considère de plus en plus que le secteur privé est un moteur de croissance. Le Mozambique n'y fait pas exception. Si le secteur privé du Mozambique a languï pendant des années, pendant la guerre civile et la période de gestion centralisée de l'économie, les perspectives du pays sont aujourd'hui des plus propices pour promouvoir le secteur privé en un outil essentiel capable d'accélérer le développement et de réduire la pauvreté. La Banque africaine de développement (BAD) a fait du soutien au développement du secteur privé un de ses objectifs-clés à moyen terme. Le soutien efficace au secteur privé passe avant tout par une appréhension du contexte du pays et de ses contraintes et de son potentiel de façon à mettre en place une stratégie d'appui efficace. L'objectif principal de ce rapport est de fournir une vue d'ensemble du contexte du développement du secteur privé au Mozambique. Le rapport se fonde sur le recueil des données que la BAD a collationnées dans ses bureaux ainsi que sur des visites sur le terrain pour discuter des questions majeures, tester les idées d'aide et leur acceptabilité ; et identifier de nouvelles directions pour stimuler une croissance robuste et durable du secteur privé.¹ Des efforts ont été accomplis pour identifier les données les plus récentes, essentielles dans un pays en évolution rapide, et pour déceler les opportunités ou actions spécifiques à entreprendre dans le but de créer de nouvelles opportunités. Après cette introduction, le titre 2 présente une vue générale de l'environnement des entreprises aujourd'hui au Mozambique. Le titre 3 examine les forces et le potentiel, tandis que le titre 4 étudie les contraintes majeures à surmonter. Le titre 5 récapitule les conditions du marché du travail, qui est d'une importance capitale. Le titre 6 propose les mesures que le gouvernement et les bailleurs de fonds doivent prendre pour atteindre leur objectif commun : développer un secteur privé dynamique au Mozambique.

2. L'environnement des entreprises aujourd'hui

2.1 *De la fin du conflit aux progrès* : À l'issue de 30 ans de guerre au début des années 1990, le Mozambique a fait des progrès remarquables. Le taux de croissance du PIB au cours des cinq dernières années s'est établi à près de 8 % en moyenne, et devrait demeurer élevé dans les années à venir. Dans le même temps, le Mozambique a connu un certain succès dans sa lutte contre l'inflation. Le principal déficit budgétaire du gouvernement diminue, et la dette se maintient à un niveau acceptable. Les récents succès économiques du pays reposent sur la stabilité macroéconomique générale, la réforme des politiques et les dépenses publiques engagées en faveur des pauvres. Bien que la pauvreté demeure un problème majeur, le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté absolue est passé de 69 % en 1996 à 54 % aujourd'hui, et le gouvernement espère réduire la pauvreté à 45 % d'ici à 2009. Les progrès en ce qui concerne les réformes macroéconomiques et la gouvernance ont valu au pays le soutien important des bailleurs de fonds. Au cours des 15 dernières années, le Mozambique a reçu environ 8 milliards de dollars EU d'aide extérieure, soit près de 600 millions de dollars EU par an, ce qui représente 50 % du budget annuel et 17 % du PIB du pays.

Tableau 1
Tendances et projections macroéconomiques récentes

¹ Ce profil a été préparé à partir d'un rapport détaillé compilé par une équipe de la SOFRECO, sous la direction de Mme Annie Cordet-Dupouy et l'aide de Jean Michel Netter et d'Eric Granry.

	2003	2004	2005	2006	Est. 2007	Proj. 2008	Proj. 2009
PIB (en millions de dollars EU)	4 789	5 904	6 579	6 948	10 892	11 604	12 154
Croissance du PIB (%)	7,9	7,5	8,4	8,0	7,2	7,0	6,8
RNB par personne (en Dollars EU)	230	270	310	340
Inflation (%)	13,5	12,9	6,4	13,2	7,9	7,1	5,3
Taux de change dollar EU /MZM	23,78	22,58	23,06	24,98	27,07	28,23	28,89

Source : *Perspectives économiques en Afrique, février 2008 et Banque mondiale 2007*

2.2 Impulsé par les mégaprojets et le marché sud-africain Le Mozambique a réussi à attirer des investisseurs dans plusieurs « mégaprojets ». Ces projets sont concentrés dans les domaines de l'énergie (Barrage de Cahora Bassa, champs gaziers de Pande/Temane), de l'industrie (usine d'aluminium Mozal) et des mines (mines de charbon de Moatize, Titane de Moma). S'ils ont été les principaux moteurs de la croissance et des exportations, il leur a aussi été reproché par le passé de ne pas générer suffisamment d'emplois et de ne pas développer de liens suffisants avec le reste de l'économie du pays. Plusieurs initiatives ont permis d'améliorer la situation en augmentant le volume d'achats de petites et moyennes entreprises (PME) locales. La croissance future devrait cependant venir de secteurs à fort potentiel, comme l'agriculture, qui représente déjà la majeure partie des exportations en dehors des méga-projets. Le Mozambique a un potentiel important dans le domaine de produits traditionnels comme le sucre, le coton, les noix de cajou, le tabac et les crevettes, ainsi que des produits plus nouveaux, comme les biocarburants, les fruits et légumes ou encore l'industrie forestière. Il y a aussi un potentiel pour traiter et transformer sur place les produits, de façon à augmenter la valeur des exportations. Il sera essentiel d'aider les PME locales à exploiter ce potentiel.

2.3 L'économie mozambicaine est fortement tributaire des marchés sud-africains. Le port de Maputo est essentiellement un corridor d'exportation pour les produits sud-africains (charbon, sucre, agrumes et voitures). L'électricité produite à Cahora Bassa est transmise par une ligne sud-africaine au réseau de l'Afrique australe (le Mozambique n'a pas sa propre ligne et doit payer des frais) puis réimportée par Mozal. La priorité immédiate du gouvernement pour le barrage de Cahora Bassa est d'aménager une deuxième centrale, 70 km en aval de la rivière, à Mpanda Uncua, et pour laquelle des études de faisabilité sont en cours. Le gaz de Pande/Temane est vendu à Sasol, entreprise sud-africaine. La petite industrie du tourisme au Mozambique est dominée par des opérateurs sud-africains et consiste souvent en une extension des tours en Afrique du Sud. Certaines des principales sociétés (Mozal, Standard Bank, le Maputo Corridor, la principale brasserie, etc.) sont des succursales d'entreprises sud-africaines. L'Afrique du Sud est le principal partenaire commercial du Mozambique (hors mégaprojets).

2.4 Un environnement des entreprises contrasté : Le Mozambique a fait de grands progrès pour supprimer les barrières administratives à la création et l'exploitation des entreprises privées. La politique du gouvernement a eu pour but d'encourager les investissements et, à cet égard, les principaux règlements et lois sont déjà en place. Le secteur de la banque et le change ont été libéralisés. L'application de ces mesures devrait induire des résultats tangibles. Le programme de privatisation du gouvernement se trouve à un stade avancé et a facilité les investissements, notamment dans le cadre des partenariats publics-

privés (PPP) pour des infrastructures telles que les ports et les chemins de fer.

2.5 Malgré des efforts significatifs de la part du gouvernement et un fort soutien des bailleurs de fonds, les résultats concrets des réformes portant sur l'environnement des entreprises sont contrastés. Comme on le voit au tableau 2, le Mozambique obtient encore des résultats médiocres dans les évaluations faites de l'environnement des entreprises et son classement stagne depuis quelques années. Le pays est parvenu à améliorer son classement paru récemment dans le rapport « La pratique des affaires » de la Banque Mondiale. Les succès notables portent sur la réduction du délai nécessaire pour démarrer une entreprise (passé de 114 à 29 jours), tandis que les frais d'inscription des entreprises au registre du commerce ont diminué de deux tiers, et que le nombre de procédures est passé de 13 à 10. Des problèmes majeurs demeurent, dont l'exigence d'un capital minimum pour créer une entreprise, le manque de flexibilité du marché du travail, les droits de douane et les longues procédures pour obtenir une licence et pour faire respecter les contrats.

Tableau 2
Indices de l'environnement des entreprises

	2008	2007	2006	2005
Pratique des affaires aisée	134 ^e	140 ^e	137 ^e	s.o.
Indice de compétitivité mondiale		128 ^e	121 ^e	112 ^e
Indice de confiance de KPMG	98,3	s.o.	101,4	100,3
Indice de perception de la corruption		111 ^e	99 ^e	97 ^e

Source : Banque mondiale, PNUD, KPMG, Transparence International

3. Développer un secteur privé dynamique : avantages et possibilités

3.1 Tout en poursuivant le développement de son économie et de son secteur privé, le Mozambique peut s'appuyer sur des avantages essentiels, comme ses ressources naturelles et sa situation géographique. Ces avantages orientent le Mozambique, en toute logique, vers plusieurs secteurs à fort potentiel, dont l'agroalimentaire, l'énergie, les minerais, le tourisme et la logistique.

- *Les ressources naturelles* Le pays est riche en ressources naturelles. Un certain nombre de rivières importantes traversent le Mozambique, offrant ainsi la possibilité de développement, notamment dans le domaine de l'hydroélectricité. Les terres arables sont abondantes, ce qui constitue un atout majeur pour le pays, en particulier dans le contexte actuel de hausse des prix des denrées alimentaires. La façade maritime du Mozambique est longue et riche en ressources marines. Les ressources en minerais, charbon et minéraux métalliques n'ont pas encore été explorées de façon exhaustive, mais de récentes évolutions donnent à penser que l'on est en présence de gisements importants à forte potentialité d'exportation.
- *Situation géographique* : La situation du pays sur la côte sud-est de l'Afrique est hautement stratégique. L'accès du Mozambique à la mer est d'une excellente qualité. Avec sa longue côte sur l'Océan Indien, le Mozambique offre des ports et des moyens de transport aux pays voisins enclavés. Cette côte présente des possibilités de développement des activités touristiques.

L'intégration du Mozambique à la *Southern African Development Community* (SADC) (Communauté de développement de l'Afrique australe) permet aux investisseurs d'accéder plus facilement à un marché régional d'environ 200 millions de personnes. La proximité de Maputo à la zone économique de Johannesburg et Gauteng est un avantage de taille. L'autoroute qui va de Maputo à Johannesburg est le chemin le plus court pour rejoindre la côte à partir de Johannesburg, et elle est en excellent état.

L'agroalimentaire

3.2 L'industrie agroalimentaire est l'un des principaux contributeurs à la croissance et à la création d'emplois au Mozambique. Elle emploie 80 % de la population active et contribue pour 25 % au PIB. Bien que la part relative de l'agroalimentaire au PIB ait diminué au cours de la dernière décennie, ce qui est un signe de la transformation économique du Mozambique, la valeur ajoutée dégagée par l'agroalimentaire a augmenté au rythme annuel de près de 8 % en termes absolus au cours des cinq dernières années. Certes la croissance la plus forte a été enregistrée dans la production vivrière, mais l'élevage du bétail, la foresterie et la pêche n'ont pas été en reste.

3.3 Néanmoins, le Mozambique n'a fait qu'effleurer son potentiel colossal, et il y a des opportunités pour accroître l'ampleur et l'efficacité de la production agricole. La terre est de toute évidence sous-utilisée : i) seuls 10 % des 36 millions d'hectares de terres arables sont exploités, laissant ainsi la vaste majorité des terres non cultivées ; et ii) sur les 46,4 millions d'hectares de forêts, seuls 20 millions d'hectares sont productifs, tandis que 8,8 millions d'hectares sont classés comme réserves naturelles. Un nombre significatif de très grands domaines a été alloué mais n'est pas exploité, ou a été gelé dans l'attente d'exploitants agricoles commerciaux. L'étude de zonage national a identifié environ 7 millions d'hectares qui n'ont pas été alloués ou ne sont pas exploités. Compte tenu de l'abondance de main-d'œuvre bon marché et des conditions climatiques favorables, il devrait être facile d'attirer des investissements dans le but de développer les terres non utilisées. Il semblerait qu'il y ait aussi des possibilités d'augmenter la production de l'industrie de la pêche, à condition de s'assurer de sa soutenabilité. D'après le gouvernement, le potentiel de la pêche du pays est de 240 000 tonnes par an, comparé à la production actuelle de 90 000 tonnes.

3.4 Par ailleurs, il est possible d'accroître l'efficacité de la production agricole du Mozambique. Si l'agriculture de rente augmente lentement, les techniques de culture de subsistance des ménages sont encore en usage sur 95 % des terres cultivées. La culture de subsistance au Mozambique se caractérise par de petites parcelles non irriguées, avec des variétés de plantes traditionnelles, une faible utilisation des engrais et des pesticides, et peu ou pas de mécanisation. Par exemple, seuls 15 % des 3,3 millions d'hectares de terres irrigables sont irrigués. L'utilisation plus répandue de techniques élémentaires des exploitations commerciales, dont des variétés de semences modernes, davantage d'intrants et de meilleure qualité et une plus grande irrigation, pourraient accroître de façon significative la productivité de la main-d'œuvre et le rendement de produits traditionnels comme le maïs, le sucre, le coton, les noix de cajou et le tabac.

3.5 De plus, un certain nombre d'opportunités permettraient d'élargir et de diversifier le secteur agroalimentaire au Mozambique :

- *Nouvelles cultures commerciales* Le sol et les conditions climatiques du

Mozambique sont adaptées à l'exploitation d'une grande variété de cultures de rente. Outre les cultures traditionnelles, le Mozambique a le potentiel pour développer la production de thé, de fleurs, de fruits et légumes tropicaux, de paprika, de soja, de tournesols et la sylviculture. Etant donné la crise alimentaire internationale, le gouvernement encourage l'expansion de la culture du riz et du blé. De nouvelles cultures à plus grande valeur ajoutée sont expérimentées et exploitées, souvent par des agriculteurs déplacés du Zimbabwe.

- *Demande de biocarburants* Les craintes concernant l'augmentation du prix du pétrole et le réchauffement climatique ont stimulé la demande en biocarburants. La production agricole destinée à la production de biocarburants au Mozambique a suscité beaucoup d'intérêt, et plusieurs projets sont en cours de développement. La production a déjà commencé dans certaines localités comme Procana où 35 000 hectares sont consacrés à la production d'éthanol. Actuellement, un travail de zonage est en cours pour affecter certaines zones aux cultures nouvelles pour des biocarburants destinés à l'exportation.
- *Produits de contre-saison* Compte tenu de la situation géographique du Mozambique dans l'hémisphère sud, ses saisons de productions sont inversées par rapport à celles de l'hémisphère nord, ce qui crée de bonnes opportunités pour produire des fruits et légumes de contre saison destinés à des marchés plus riches de l'hémisphère nord, quand ses propres producteurs sont hors saison. De plus, la notion de commerce équitable est en plein essor en Europe et aux Etats-Unis. C'est une niche qui pourrait être prometteuse pour le Mozambique.
- *Reconstituer le stock de bétail* Le bétail, naguère important, du Mozambique, a été décimé pendant la guerre. Depuis, le pays a fait des progrès pour le reconstituer. En 1994, on estimait le nombre total de bovins et de caprins à 1,1 million, chiffre qui est passé à environ 6 millions en 2004 du fait d'un programme de reconstitution et de l'amélioration de la santé animale. Cependant, à l'instar de la culture vivrière, l'utilisation des techniques commerciales demeure très limitée en dépit des opportunités d'investissement. La région sud du pays, plus sèche et moins adaptée aux cultures, est une région propice à un élevage plus extensif.

Énergie et minéraux

3.6 Le Mozambique recèle d'importantes ressources en minerais et en énergie, ce qui lui offre de gros atouts dans ces secteurs. Le secteur de l'énergie au Mozambique joue un rôle déterminant dans le développement économique du pays. Les ressources naturelles, largement inexploitées, du Mozambique attirent d'importants investissements étrangers directs dans les industries à forte consommation d'énergie, ainsi que dans les secteurs de l'extraction minière, de l'exploration et de la transformation, et ce, dans un contexte où la demande mondiale pour ces produits est forte. *International Energy Outlook 2007* prévoit, dans son scénario de référence, une augmentation annuelle moyenne de 1,8 % de la demande d'énergie mondiale sur 25 ans, de 2005 à 2030. La Chine et l'Inde contribueront pour 45 % à cette augmentation, tandis que la part d'autres pays en voie de développement sera de 29 %.

3.7 Le contexte international pour les minerais est aussi favorable. Avec

l'industrialisation des pays émergents comme la Chine et l'Inde, la demande en métaux et minerais augmente de façon significative. La forte augmentation du prix des minerais pousse le marché à la hausse, stimule la demande pour de nouvelles ressources et de nouveaux investissements. Des sociétés chinoises, en particulier, et indiennes, dans une moindre mesure, explorent activement les ressources naturelles des pays africains, dont les ressources minérales du Mozambique qui suscitent un grand intérêt. Le Mozambique a la possibilité d'augmenter la valeur ajoutée de certains de ses minerais très recherchés grâce à un traitement local. Par exemple, la production de titane (métal très recherché dans l'industrie de l'aviation) exige des minerais et de l'électricité. En encourageant l'utilisation de minerais locaux, d'électricité bon marché et de ses équipements portuaires, le Mozambique pourrait attirer des producteurs spécialisés pour devenir, comme la Russie, un producteur de titane à faible coût.

3.8 Le Mozambique peut devenir un fournisseur d'électricité à bas faible coût de la région, car la demande régionale s'accroît rapidement et l'offre demeure insuffisante. La forte demande en électricité en Afrique australe crée déjà de graves pénuries² qui affectent l'Afrique du Sud et le Swaziland. Une nouvelle étude sur les besoins en infrastructures de l'Afrique révèle que le SAPP devra générer des investissements à hauteur de 9 milliards de dollars EU pour maintenir les prix d'accès à leur bas niveau actuel. Le Mozambique a un grand potentiel énergétique dans un certain nombre de domaines :

- *Charbon* : La majeure partie du charbon de l'Afrique se trouve en Afrique australe et occidentale, et les principaux gisements sont situés au Botswana, en RDC, au Mozambique, au Nigéria, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. L'Afrique du Sud détient la majorité des réserves en charbon exploitables du continent, estimées à 34 milliards de tonnes (en 2005), ce qui en fait le 6^e détenteur de réserves de charbon du monde. Le Mozambique devrait devenir le 2^e plus grand producteur de charbon en Afrique grâce au développement du projet Moatize en 2009. On estime les réserves du gisement houiller de Moatize à 2,4 milliards de tonnes de charbon à usage thermique et métallurgique. De grandes sociétés de métallurgie internationales ont annoncé qu'elles allaient investir dans le secteur houiller du Mozambique. Arcelor-Mital, deuxième société de métallurgie au monde, avec la participation d'India Tata Steel, exploitera une réserve de charbon estimée à 1,2 milliard de tonnes.

² Récemment, plusieurs mines d'Afrique du Sud ont du stopper leurs activités suite à la pénurie d'électricité. A peine 90 % de leurs besoins actuels pourront être satisfaits d'ici à 2012.

- *Énergie hydroélectrique* Avec la construction du barrage hydroélectrique de Cahora Bassa en 1974, avant son indépendance, le Mozambique est devenu un grand producteur d'hydroélectricité. Le potentiel de production de ce pays est estimé à environ 15 000 MW par an, dont seulement 2 100 MW sont actuellement exploités. Le gouvernement a identifié environ 100 sites à potentiel hydroélectrique, dont Manica, Tete et Niassa. Comme la demande d'électricité augmente à travers le SAPP, il sera essentiel de développer le potentiel hydroélectrique du Mozambique et les lignes de transport vers les pays voisins pour maintenir les prix et les émissions de carbone à un faible niveau.
- *Gaz naturel* Les plus grands gisements de gaz naturel en Afrique sont situés en Algérie (162 mille milliards de pieds cubes), au Nigéria (182), en Égypte (58) et en Libye (53). Le Mozambique est un petit acteur récent, avec seulement 4,5 mille milliards de pieds cubes³. Il n'en reste pas moins que le pays est bien situé pour approvisionner le marché sud-africain, et dispose de plus de réserves que les autres pays membres du SADC. Le premier champ gazier du Mozambique fonctionne depuis 2004 à Pande/Temane. La majeure partie du gaz est exporté vers l'Afrique du Sud par gazoduc. Sasol passe actuellement à la deuxième phase qui va augmenter l'approvisionnement en gaz du Mozambique et fournir du gaz à une centrale électrique près de Maputo.
- *Pétrole* Des explorations sont en cours pour trouver du pétrole au Mozambique, en particulier dans le bassin de Rovuma (sur la frontière avec la Tanzanie), et dans la province d'Inhambane. Des contrats d'exploration ont été signés avec Artumas (Canada/Norvège), Andarko (États-Unis), Petronas (Malaisie), ENI (Italie) et Norsk Hydro pour le bassin de Rovuma. ENH (*Empresa Nacional de Hidrocarbonetas*), la société étatique des hydrocarbures, conserve une part dans ces explorations.
- *Pierres précieuses* : Le grenat est extrait à Cuamba. Une mine de tourmaline/aigue-marine devrait ouvrir en 2008. La mine a été privatisée et l'exploitation devrait reprendre grâce à de nouveaux investissements. La production de dumortierite devrait augmenter grâce à l'achèvement des routes d'accès près des mines actuelles. Sept sociétés et un particulier ont été sélectionnés par appel d'offres pour la prospection de diamant dans le bassin du fleuve Save, qui délimite la frontière entre le centre et le sud du Mozambique.
- *Métaux* : Le Mozambique produit de l'or, du fer et du titane. Les principales activités qui devraient être pleinement opérationnelles en 2008 sont les projets de titane de Moma et de sables minéraux du *Corridor*.

Le Tourisme

3.9 Au Mozambique, les visiteurs qui viennent pour voyages d'affaires ou pour voir leur famille représentent la plus grande partie des arrivées. Les touristes venus de loin restent dans quelques hôtels de luxe dans le nord. Ces lieux de villégiature sont gérés par des sociétés sud-africaines, et l'accès se fait directement depuis Johannesburg. De toutes les arrivées au

³ Energy Information Administration, Oil and gas journal, 2007

Mozambique en 2004, seules 20 % environ étaient à but touristique, notamment pour les loisirs, les activités récréatives ou les vacances. Le reste (80 %) représente les voyageurs venus pour affaires, pour voir des amis ou la famille, ou en correspondance. Par rapport aux pays voisins, où les vacanciers représentent plus de 70 % des visiteurs, le tourisme de loisir reste faible, ce qui explique la très courte durée du séjour moyen (à peine plus de 2 jours en 2006) et le faible niveau des revenus touristiques (les dépenses représentaient un peu plus de 200 dollars EU par personne et par voyage en 2004).

3.10 De nouvelles formes de tourisme pourraient se développer rapidement, à condition de surmonter certains obstacles. En particulier, l'écotourisme, le tourisme sélect ou la découverte de nouvelles destinations offrent un grand potentiel. En 2003, le tourisme représentait environ 30 % des exportations mondiales de services. C'est une industrie qui connaît une croissance rapide mais est aussi très cyclique. Le tourisme sub-saharien connaît une expansion plus grande que dans d'autres parties du monde (9 % en 2005 et 10 % en 2006) mais l'Afrique sub-saharienne ne capture encore que 3 % du nombre total des arrivées.⁴ Le Mozambique a aussi fait des progrès pour attirer davantage de touristes. Le nombre de visiteurs a constamment augmenté, passant de 115.816 en 2001 à 416.546 en 2006.

3.11 Il existe de bonnes opportunités de développement pour le tourisme de loisir au Mozambique :

- *Ressources côtières et marines* : Grâce à sa longue façade maritime, le Mozambique est un lieu idéal pour développer les activités touristiques liées à la plongée, à la pêche et aux sports aquatiques. La côte comporte des habitats rares, comme les bancs de ruppie maritime, les récifs de corail vierges, ainsi qu'une faune aquatique diversifiée (tortues, rorquals à bosse, dugongs et requins-baleines). Le pays compte aussi beaucoup de plages isolées, en particulier dans les îles du nord, ce qui en fait une destination idéale pour le marché cherchant « le soleil, la mer et le sable ».
- *Jungle et écotourisme* : La biodiversité du Mozambique est aussi remarquable, avec de rares ressources naturelles sauvages comme par exemple les forêts côtières qui offrent toutes sortes d'opportunités pour y développer la chasse, les safaris, l'observation des oiseaux, le tourisme sur les lacs, l'écotourisme, et les sports d'aventure. Au nombre des animaux, on compte des éléphants, buffles, hippopotames, lions, léopards, cuons d'Asie et antilopes. Les régions à fort potentiel comprennent la réserve Niassa, le Parc national Manica de Quirimbas, Tete (randonnée), Coutadas (chasse), le Parc national Limpopo et le Parc national Gorongosa récemment reconstitué.
- *Tourisme culturel* : La culture du Mozambique est un mélange unique d'influences africaines et portugaises. L'île de Mozambique, avec sa forteresse coloniale et son comptoir commercial, a été classée site du patrimoine mondial par l'UNESCO en 1991.
- *Destination inconnue* : D'après le Forum économique mondial (2007), le Mozambique en tant que destination touristique reste peu connu en-dehors de l'Afrique du Sud ou du Zimbabwe. Néanmoins, cette situation pourrait changer puisque le pays apparaît dans des publications comme un lieu de vacances de luxe (Condé Nast, Herald Tribune). De plus, dans une enquête datant de

⁴ OMC

décembre 2007, les îles Bazaruto du Mozambique font partie des 50 nouvelles destinations mondiales qui montent. Le Mozambique devrait aussi bénéficier de la Coupe du monde de football en 2010 en Afrique du Sud, et attend 150 000 visiteurs pour cet événement.

- *Tirer parti du tourisme régional* : La proximité de l'Afrique du Sud a un effet de levier sur le développement du tourisme mozambicain et des pays frontaliers. Il existe bien des opportunités pour développer des safaris transfrontaliers, ou autres « offres régionales » dans lesquelles le Mozambique figurerait comme une extension de tours en Afrique du Sud, par exemple.

Services de logistique et de transports

3.12 Le Mozambique est stratégiquement bien situé pour servir de pôle commercial régional. Comme on l'a dit plus haut, la proximité du Mozambique avec l'Afrique du Sud est un avantage, et le port de Maputo est le port de transit qui relie directement Johannesburg. Cependant, il existe un certain potentiel à développer dans les services de transport à condition d'améliorer l'infrastructure physique et toute la réglementation qui l'accompagne :

- *Desserte des pays voisins enclavés* : Le Mozambique partage une frontière avec quatre pays enclavés et a une longue façade maritime qui recèle un excellent potentiel portuaire. Ces pays enclavés ont besoin d'un accès à la mer pour participer au commerce international. Développer une infrastructure de haute qualité et des services logistiques efficaces servira non seulement le Mozambique mais aussi les intérêts régionaux.
- *Privatisation* : La libéralisation de secteurs actuellement en situation de monopoles explicites ou de fait, comme le transport aérien et le transport de marchandises par la côte, devrait diminuer les coûts et promouvoir la croissance.
- *S'appuyer sur les mégaprojets* : L'infrastructure et les services de transport sont souvent mis en place spécifiquement en vue des mégaprojets. On peut s'en servir comme tremplin pour développer le savoir-faire des sous-traitants qui élargiront la base des clients (comme par exemple les entreprises de transports travaillant sous la houlette d'un entrepreneur étranger expérimenté).
- *Développement de zones franches* : L'accélération de la mise en place de zones franches, qui offrent non seulement des incitations fiscales mais aussi une législation du travail simplifiée et assouplie, peut stimuler la création d'activités à forte participation de salariés et nécessitant des services logistiques. Une zone franche est en cours de développement à Nacala.

Autres domaines d'intérêt

3.13 A mesure que le Mozambique se développera économiquement et socialement, il devra passer d'une société rurale à l'activité essentiellement agricole à une économie urbaine plus diversifiée. Depuis 1990, le pourcentage de la population urbaine a augmenté, passant de 21 % à 35 %, et cette hausse devrait continuer.⁵ Nous avons aussi remarqué que bien que la

⁵ FNUAP (<http://www.unfpa.org>)

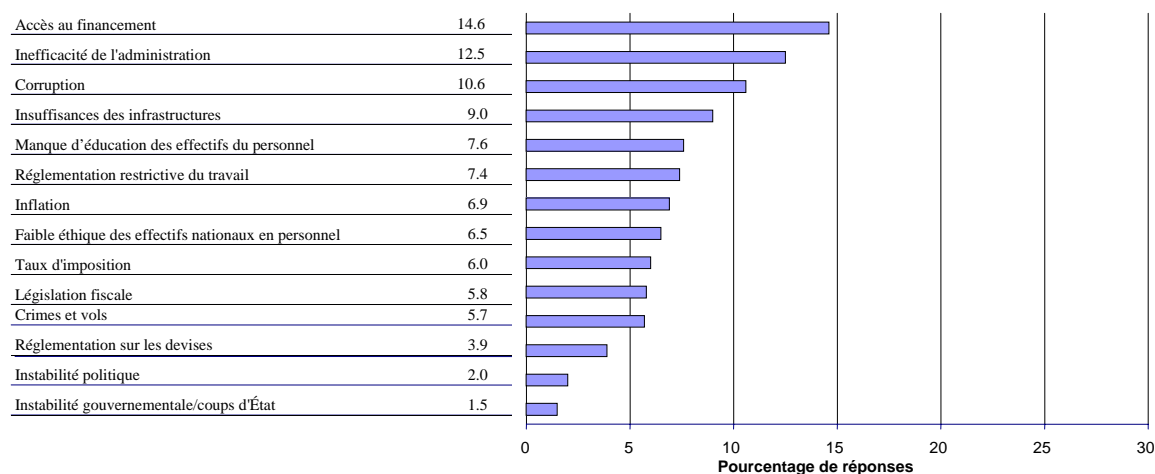
production agricole ait augmenté en termes absolus, elle a diminué en termes relatifs à mesure que l'économie du Mozambique se diversifiait. L'augmentation de la productivité agricole devrait libérer les ouvriers agricoles qui migreront pour trouver du travail vers les centres urbains. Cette transformation présente donc à la fois un avantage et un inconvénient. Il sera essentiel de développer des secteurs capables de créer des emplois dans les centres urbains, comme dans les secteurs de la fabrication et des services.

- *Services* : Les services sont une activité transversale qu'on retrouve à différents degrés dans tous les secteurs. Le Mozambique a un potentiel dans le développement des services dans divers secteurs, dont ceux de la finance, des communications, du transport et du tourisme (c'est-à-dire les hôtels et les restaurants). Bien que de nombreux secteurs de services soient relativement petits, ils comptent parmi les plus dynamiques. Par exemple, les services financiers ne représentaient que 5 % du PIB en 2006 mais ont connu une croissance de plus de 17 % en 2007.
- *Industrie* : L'industrie représente déjà une part relativement importante du PIB (13 % en 2007, ce qui en fait le deuxième plus important secteur après l'agriculture). Mais le pourcentage est trompeur, car il représente principalement le projet Mozal. Pour être compétitif internationalement dans le secteur industriel, il est nécessaire d'avoir un environnement très dynamique et une main-d'œuvre abondante.

4. Défis et contraintes du développement d'un secteur privé dynamique

4.1 Le Mozambique doit surmonter un certain nombre d'obstacles s'il veut tirer parti des possibilités de croissance et de développement du secteur privé. Bien que les progrès réalisés à ce jour soient importants, il reste beaucoup à faire pour encourager l'investissement et l'esprit d'entreprise, en particulier pour les PME, qui n'ont pas une capacité ou un pouvoir de négociation suffisant pour surmonter ces obstacles. Le tableau 1, ci-dessous, résume les principaux problèmes rencontrés par les entrepreneurs au Mozambique. On trouvera dans cette partie une évaluation précise des quatre principaux problèmes ; la partie 5, quant à elle, traite du marché du travail et de la force de travail, qui figurent aussi parmi les problèmes essentiels.

Tableau 1
Principaux facteurs problématiques dans le monde des affaires⁶



Source : le Rapport sur la compétitivité en Afrique de 2007, Forum économique en Afrique 2007

Accès au crédit

4.2 L'accès au crédit, comme l'indiquent toutes les enquêtes sur le climat des investissements au Mozambique, est l'une des principales contraintes mentionnées par les entrepreneurs, notamment les PME. Ces difficultés ont plusieurs origines :

- *Les banques ne prêtent que contre un nantissement important.* L'économie du Mozambique, en grande partie, n'est pas structurée. Les banques ne peuvent donc pas demander de documents financiers. Par ailleurs, la terre appartient à l'Etat, et les droits d'usage ne peuvent pas être transférés. Par conséquent, la terre ne peut servir de nantissement. Seuls les immeubles urbains peuvent, dans certains cas, faire office de garantie. Enfin, les procédures de dépôt de bilan sont lentes et inefficaces : les banques savent qu'elles ne récupéreront qu'une partie de leur prêt, dans un futur lointain, et demandent donc davantage de garanties.
- *Manque de capacités.* La plupart des entrepreneurs ont peu d'expérience de la gestion et sont incapables d'élaborer des plans d'entreprise solides ; peu de banques, d'ailleurs, possèdent suffisamment de personnel capable de les évaluer. Cette situation est loin d'être propre au Mozambique, mais elle entrave la circulation des informations et l'établissement de liens de confiance entre les prêteurs et les emprunteurs.
- *Coût du crédit.* Le crédit se développe, mais les frais bancaires restent anormalement élevés, car la concentration du secteur bancaire réduit la concurrence. Les recettes tirées des frais bancaires représentaient 43 % du revenu des banques en 2005 et 2006. Leurs taux ne sont supportables que dans le cas d'opérations commerciales à court terme et à forte marge, mais pas pour des activités agricoles ou industrielles.

⁶ Les personnes interrogées ont été invitées à sélectionner dans une liste de 14 facteurs les cinq principaux facteurs problématiques pour leurs entreprises dans leur pays, et à les classer [].

- *Difficulté d'accès physique aux banques.* La moitié des agences bancaires se trouvent dans la province de Maputo, et les autres régions du pays ne comptent que peu d'agences, d'accès difficile. La Banque centrale a encouragé l'expansion des services financiers dans les zones rurales, en atténuant les exigences en matière de capital minimal, et en créant des exonérations fiscales et des franchises à l'importation. Certaines banques, comme la BCI-Fomento et la BIM, prévoient donc l'ouverture d'agences dans 45 districts d'ici à 2009.

4.3 Le financement de l'agriculture connaît d'autres problèmes. Le manque de crédits restreint l'investissement et le développement agricoles, qu'il s'agisse de crédits à court terme pour les récoltes ou de crédits de moyen à long terme, pour l'arboriculture par exemple. Il n'existe pas de réseau d'agences bancaires locales connaissant bien leurs clients et pouvant donc prêter sans nantissement. Mais d'autres méthodes de financement peuvent être mises à profit : les envois de fonds des travailleurs émigrés en Afrique du Sud⁷, qui s'élevaient à 50,4 millions de dollars EU en 2006. Ils constituent une forme importante de financement rural. Enfin, le GAPI, qui associe financement et assistance technique, pourrait devenir un acteur majeur. Il lance actuellement une nouvelle banque agricole, Banco Terra, qui sera gérée avec Rabobank, banque coopérative agricole professionnelle des Pays-Bas ayant fait ses preuves dans de nombreux pays en développement.

Gouvernance et bureaucratie

4.4 Le Mozambique est actuellement perçu comme un pays très bureaucratique par les entreprises privées, caractérisé par un fort taux de réglementation, imposant des procédures longues et multiples, générant des coûts élevés et décourageant l'entrepreneuriat. Comme l'indiquent plusieurs rapports⁸, la gouvernance et l'administration demeurent les points faibles du pays, malgré les efforts du gouvernement. Les principaux problèmes tiennent au faible niveau de formation des fonctionnaires, à la complexité des règlements et à l'absence de leur application. Tous les indices montrent de faibles de gouvernance, même s'ils sont proches de la moyenne régionale. Plus inquiétant, certains indicateurs ne progressent pas réellement d'une année sur l'autre.

4.5 L'inefficacité des pouvoirs publics centraux et dans la prestation des services essentiels est manifeste dans plusieurs domaines :

- *Le système judiciaire.* Le système judiciaire n'est pas perçu comme indépendant, et les poursuites peuvent être longues dans les cas très médiatiques. Pour de nombreux citoyens, l'accès à la justice est d'ailleurs souvent impossible en raison de son coût élevé, et de l'insuffisance de l'infrastructure des transports, qui complique la situation en rendant difficile le déplacement jusqu'au tribunal. Par ailleurs, les tribunaux sont lents (1010 jours pour la mise en vigueur d'un contrat, au lieu de 643 en moyenne dans la région) et l'application d'un contrat est chère (142 % de la valeur du contrat, au lieu de 49% dans la région). Ces obstacles dissuadent de diriger une entreprise structurée ou d'avoir recours aux tribunaux pour faire appliquer un contrat. Le système judiciaire prévoit trois niveaux de tribunaux : les tribunaux de district, les tribunaux provinciaux et la Cour Suprême. Il existe aussi des tribunaux spécialisés, comme les tribunaux administratifs et les tribunaux douaniers. La

⁷ Micro finance au Mozambique, rapport « *Micro finance Facility in Mozambique* » (MMF), 2006

⁸ En particulier : Examen conjoint des bailleurs de fonds, avril 2007, BAD, 2005 ; Stratégie d'aide pays, Banque mondiale, 2003 ; Stratégie de partenariat pays 2008-2011, Banque mondiale

Constitution du Mozambique autorise la création d'autres tribunaux spécialisés ou intermédiaires (dans le domaine du droit du travail, des impôts, du droit maritime, instances arbitrales et tribunaux communautaires), de manière à soulager les tribunaux existants. Les tribunaux communautaires, vestige du système passé, sont reconnus et on y a recours, mais on les considère comme extérieurs au système judiciaire. Conscient des problèmes, le gouvernement réagit. En 2008, 181 fonctionnaires supplémentaires, dont 22 juges, seront embauchés dans les tribunaux. Il a également créé la fonction d'administrateur-juge, qui devrait permettre d'accélérer le processus judiciaire.

- *Douanes et commerce.* A l'heure actuelle, le Mozambique est mal classé dans les évaluations de logistique commerciale internationale. Pour ce qui est de l'Indicateur de performance logistique 2007 de la Banque mondiale, le Mozambique est classé 110^e sur 150 pays. Les droits de douane, qui sont abaissés notamment grâce aux accords SADC, sont maintenant parmi les plus faibles d'Afrique. En 1997, le gouvernement a passé contrat avec des Agents de la Couronne pour la gestion des douanes du Mozambique. Des entraves empêchent cependant d'accélérer le mouvement des marchandises. Les nouvelles procédures, conçues pour améliorer le transit, peuvent en fait s'avérer contre-productives et occasionner des frais excessifs. En raison du manque de télécommunications et d'infrastructures électriques, la plupart des postes aux frontières ne peuvent être reliés à un réseau informatique. L'usage de procédures informatisées et rapides est donc impossible, hormis dans quelques postes. Et même dans les principaux postes aux frontières, les procédures peuvent être longues. Enfin, les négociations sur l'ouverture 24h/24 du principal poste frontalier avec l'Afrique du Sud s'éternisent. Ces délais aux frontières et les suppléments de coûts diminuent l'attractivité du port de Maputo pour les exportateurs sud-africains. Par rapport aux pays maritimes voisins, et même à d'autres pays dans le monde comme le Vietnam, les coûts au Mozambique sont les plus élevés, et les délais parmi les plus longs.
- *Législation fiscale.* Le respect des obligations fiscales pèse lourdement sur la plupart des entreprises au Mozambique, en particulier sur les PME. D'après l'enquête 2007 de « *La pratique des affaires* », les entreprises de taille moyenne doivent effectuer 36 versements, passer 230 heures et déboursier 39 % de leurs bénéfices pour être en règle avec la législation fiscale actuelle. Le secteur privé au Mozambique a dû s'adapter à de nombreux changements fiscaux durant ces dernières années, ce qui a augmenté la complexité du système d'imposition. Le coût du respect des obligations fiscales est donc relativement élevé, dans une économie où environ 80 % des entreprises comptent au maximum cinq salariés.⁹ Comparée à celle de ses voisins, la politique fiscale du Mozambique n'est pas particulièrement compétitive. Le nouveau Code des impôts, adopté en novembre 2007, devrait simplifier le système d'imposition, réduire les taxes et permettre aux entrepreneurs de déclarer leurs impôts en ligne. Le gouvernement espère que cette réforme améliorera le respect des obligations fiscales et par conséquent, les recettes des impôts. Il existe aussi un prélèvement à la source, lorsque le bénéficiaire d'un versement n'est pas enregistré, c'est-à-dire lorsque, par exemple, une entreprise inscrite au registre du commerce achète à un individu ou à un fournisseur qui

⁹ INE, 2004

n'y est pas inscrit, ce qui est fréquent dans l'agriculture. Ce prélèvement grève particulièrement certains secteurs qui dépendent beaucoup de l'externalisation non structurée pour fabriquer des produits structurés. Par exemple, les petits planteurs de canne à sucre (non structurés) approvisionnent les entreprises de broyage de la canne à sucre (structurées). Par ailleurs, des accords particuliers et des exonérations fiscales temporaires sont conclus pour les mégaprojets, comme Mozal, dont on rapporte qu'il paie 1 % sur ses ventes. Les principaux problèmes du système d'imposition sont les suivants : i) une assiette fiscale très étroite (environ 28 000 entreprises privées et 300 000 employés recensés) ; ii) un grand nombre d'exonérations ou de réductions d'impôts pour les nouveaux investissements et les mégaprojets (les recettes publiques augmenteraient d'un montant équivalent à 3% du PIB s'ils acquittaient des impôts normaux) ; iii) des taux d'imposition élevés et la prolifération de paiements variés ; et iv) une mise en œuvre souvent arbitraire du Code des impôts. Les remboursements de TVA font l'objet de plaintes, en particulier des exportateurs et des entreprises à forts investissements.

- *Décentralisation.* Conscient des efforts nécessaires pour atteindre le niveau d'efficacité requis aux échelons central et provincial, le gouvernement a mis en œuvre des réformes de la gestion des finances publiques (e-SISTAFE, passation de marchés, contrôle interne, audits externes). Au nombre des enjeux majeurs que le gouvernement a reconnus figure notamment la décentralisation du nouveau système aux provinces, l'intégration à ce nouveau système de certains éléments, comme les salaires des fonctionnaires et l'amélioration du processus de budgétisation et de planification. Mais le processus de décentralisation est freiné par le manque de ressources humaines appropriées au niveau provincial.

Corruption

4.6 Les problèmes de gouvernance, d'inefficacité administrative et de corruption sont étroitement imbriqués. En effet, la corruption est bien souvent une conséquence directe de la faiblesse des capacités institutionnelles, d'une transparence limitée et de l'absence de l'obligation de rendre des comptes. En dépit des progrès importants qu'a réalisés le pays depuis la guerre, la corruption persiste et représente un danger important pour la croissance et le développement. D'après des études sur la corruption au Mozambique¹⁰, cette dernière s'observe généralement à deux niveaux : i) la corruption mineure impliquant de petits fonctionnaires ; et ii) la grande corruption impliquant de hauts fonctionnaires de l'Etat.

- *Corruption mineure.* Dans leurs activités quotidiennes, les entreprises sont exposées à diverses manœuvres frauduleuses, comme les pots-de-vin par des policiers, inspecteurs, douaniers et autres fonctionnaires, en échange de services. Cette corruption mineure semble bien plus importante dans les villes, où les entreprises privées ont tendance à s'établir. Pour des fonctionnaires mal payés contrôlant l'accès à ces services, les innombrables règlements et processus représentent autant d'opportunités de se constituer des rentes. Bien que caché, le résultat n'en est pas moins réel : des frais d'exploitation pour les entreprises qui, en fin de compte, découragent l'investissement et portent

¹⁰ On trouvera une évaluation précise de la corruption au Mozambique dans le rapport d'évaluation de la corruption au Mozambique, USAID (2005).

atteinte au secteur structuré.

- *Grande corruption.* Il est à redouter que la corruption n'augmente au plus haut niveau de l'Etat, notamment le népotisme et le favoritisme dans l'attribution des postes et des ressources publiques et des allégations d'éventuels délits d'initié et liens avec le crime organisé. Au Mozambique il manque des lois concernant les conflits d'intérêt, une situation qui permet aux fonctionnaires travaillant dans les agences de régulation de posséder des sociétés dans le même domaine. L'opinion selon laquelle le pouvoir judiciaire est très corrompu et mû par des considérations politiques pose particulièrement problème. Beaucoup pensent que les juges et procureurs peuvent être achetés ou faire l'objet de pressions, ce qui est corroboré par plusieurs affaires judiciaires impliquant de hautes personnalités, qui n'ont pas été tirées au clair. Le manque de transparence judiciaire n'est pas seulement un facteur de corruption en lui-même : il compromet également la possibilité de l'extirper d'autres domaines.

4.7 La corruption est favorisée par l'existence d'une étroite compétition politique, l'absence de transparence et d'obligation de rendre compte et transparence, la faiblesse du corps législatif et le manque de supervision par la société civile. Conscient de ce problème, le gouvernement prend des mesures pour combattre la corruption et promouvoir des mécanismes de contrôle et d'équilibre.¹¹ De nombreuses lois ont été adoptées et une Stratégie de lutte contre la corruption a été approuvée en 2006. Un bureau central de lutte contre la corruption (GCCC) existe et a enquêté sur 50 cas. Mais la mise en œuvre des mesures adoptées contre la corruption est lente et difficile. Par exemple, le GCCC n'a pas fourni les résultats des enquêtes qu'il a entreprises. L'amélioration de la gouvernance est le premier pilier du programme PARPA de développement national et de réduction de la pauvreté. Dans ce cadre, le gouvernement souhaite promouvoir certaines valeurs culturelles, au nombre desquelles l'« obligation de rendre des comptes ». Dans certains cas, le gouvernement a renvoyé des hauts fonctionnaires pour montrer qu'il entend bien combattre la corruption. Enfin, la transparence des recettes devient une question majeure, à l'heure où le Mozambique développe les industries extractives.

Faiblesse des infrastructures

4.8 Le développement des infrastructures au Mozambique a été entravé par de longues guerres civiles et des inondations. Les taxes et droits ferroviaires et portuaires représentaient autrefois une part importante des recettes publiques nationales, et la manutention ferroviaire, routière et portuaire étaient d'importants services. On note aujourd'hui une différence marquée entre l'extrême sud du Mozambique (Maputo et sa province) et le reste du pays. Bien qu'imparfaite, l'infrastructure (accès à l'énergie et aux transports) est bien plus développée dans la région de Maputo qu'ailleurs. Les services administratifs (douanes, bureaux de délivrance de licences, perception des impôts) sont aussi réputés y être plus efficaces. C'est pourquoi de nombreuses entreprises travaillant en dehors de Maputo tendent à se relocaliser dans cette région, ou à y installer leur siège social. Les Initiatives d'aménagement de l'espace¹² devront tenir compte de cette différence pour être efficaces. Certaines régions,

¹¹ Program Aid Partners, Joint Review (2007).

¹² Les Initiatives d'aménagement de l'espace visent l'aménagement de régions ou de couloirs, grâce à des investissements publics et privés, notamment dans les infrastructures, dans une région choisie, et en optimisant les synergies entre les investissements, de façon à promouvoir le développement.

comme Nacala, prospèrent, surtout grâce aux activités non structurées que ne reflètent peut-être pas les statistiques.

4.9 Le manque d'infrastructures de base pose d'importants problèmes aux entreprises travaillant au Mozambique. Dans le secteur industriel, la mauvaise alimentation en électricité est le plus grave des problèmes d'infrastructures. Outre l'électricité, les zones rurales manquent de réseaux de télécommunications et d'autres services comme les banques, ce qui rend les opérations journalières encore plus difficiles.

4.10 **Une approche des transports de type « couloir »** Les transports au Mozambique s'appuient sur un concept de « couloir », fournissant des canaux d'exportation pour les ressources minérales et agricoles situées à l'intérieur des terres, au Mozambique comme dans les pays voisins. Les principaux couloirs sont i) le couloir de Maputo, vers l'Afrique du Sud, ii) celui de Nacala, vers le Malawi et la Zambie, et iii) le couloir de Beira, vers le Zimbabwe. Les réseaux de transport sont quasiment inexistantes entre le nord et le sud du pays. Cette absence a des conséquences importantes pour les produits alimentaires, qui doivent passer par des pays voisins pour atteindre certaines régions du Mozambique. Depuis 1988, une politique de développement des transports a été mise en place : elle vise la réhabilitation du réseau de transports, notamment son déminage, et la privatisation des infrastructures. Cette privatisation est maintenant achevée, même si dans de nombreux cas, le monopole d'Etat a juste été remplacé par un monopole privé. Parfois, comme dans le couloir de Maputo, le premier preneur de bail n'a pas rempli ses obligations et a dû être remplacé.

4.11 **Réfection des routes** D'après les données de l'ANE, le Mozambique possède 17 805 km de routes « classées », dont 5.083 seulement sont dotées d'un revêtement. A la fin des trente années de guerre, seules 10 % des routes étaient signalées comme en bon état. En moyenne, 41 % de la population a accès à une route, c'est-à-dire vit à moins de 2 km d'une route. Mais dans les zones rurales, ce taux pourrait tomber à 11 %. C'est pourquoi un réseau qui les dessert est nécessaire. Le mauvais état du réseau routier augmente de façon importante les coûts et les difficultés des activités économiques. Le Mozambique a donc mis en place divers programmes pour restaurer son réseau routier et prolonge ces efforts avec l'aide des bailleurs de fonds.¹³ Une grande partie du réseau a déjà été réhabilitée. Cependant, des retards ont été enregistrés, qu'on attribue aux procédures administratives de passation de marchés (notamment le remboursement ou l'exonération de TVA) et à d'insuffisantes capacités de gestion.

4.12 **Manque de concurrence dans le transport aérien.** Les tarifs aériens sont élevés, à cause de l'absence de concurrence, ce qui accroît le coût des activités économiques et décourage le tourisme. Ce système protège la compagnie nationale, Linhas Aereas do Moçambique (LAM), dont la situation financière serait précaire. Le gouvernement s'est engagé à libéraliser le trafic aérien peut-être dès 2009. Il a pourtant été prouvé que le transport aérien stimule les investissements directs étrangers, le commerce et le tourisme, et amène en fin de compte à des créations d'emplois. D'après une étude récente, la libéralisation aérienne augmenterait le nombre de touristes de 37 %, leurs dépenses de 5 millions de dollars EU, et le PIB de 9 millions de dollars EU. Elle entraînerait la création de 1000 nouveaux emplois dans l'industrie touristique et d'environ 2000 emplois dans l'ensemble de l'économie¹⁴.

¹³ En 2005, ces acteurs ont élaboré une Stratégie du secteur routier, SSR, 2007-2011), qui a été intégrée à PARPA II. En 2006, le gouvernement a adopté le programme PRISE (*Programa Integrado do Sector de Estradas*, Programme intégré du secteur routier) assorti d'un investissement d'un milliard de dollars EU, dont 70% doivent être financés par des bailleurs de fonds, sur la période 2007-2009.

¹⁴ *Clear Skies Over Southern Africa*, The ComMark Trust, Octobre 2006

4.13 Le seul vol direct pour l'Europe est assuré par TAP à destination de Lisbonne. La plupart des passagers en partance pour l'étranger empruntent la South African Airlines et transitent par Johannesburg. Les liaisons aériennes entre Maputo et Beira sont assurées par LAM et par d'autres petites compagnies. Air Corridor, une autre compagnie aérienne, a, quant à elle, déposé son bilan. Le Mozambique compte trois aéroports internationaux : Maputo, Beira et Nampula. Les autres principaux aéroports sont Pemba, Quelimane, Vilanculos, Inhambane, Tete et Lichinga. Ils sont en cours de modernisation, à commencer par l'aéroport de Maputo, qui devrait être prêt pour la Coupe du monde de football de 2010, qui se déroulera en Afrique du Sud. Il n'existe pas de transporteur proposant des services d'entreposage frigorifique pour l'exportation de produits frais, comme les crevettes, les fruits et légumes ou les fleurs. Jusqu'à tout récemment, les fleurs et les légumes étaient exportés via Harare (Zimbabwe), où il y a un vol direct quotidien British Airways pour Londres.

4.14 **Potentiel portuaire sous-développé.** Les principaux ports se trouvent à Maputo, Beira et Nacala. Outre les besoins de transport du Mozambique, ces ports desservent les pays voisins enclavés, comme le Malawi, la Zambie, le Zimbabwe et le Swaziland, et jouent le rôle de ports secondaires pour les régions de Durban et Johannesburg.

- *Maputo* Depuis 2003, le port de Maputo est géré par une entreprise privée, la Maputo Port Development Company¹⁵. Le port commercial possède des équipements pour les fruits, le sucre, l'acier, la mélasse ainsi que des conteneurs ; quant au complexe industriel de Matola, il est doté d'installations pour l'aluminium, le charbon, le pétrole et les céréales. Le nouveau terminal sucrier devrait en particulier permettre de doubler les exportations de sucre de la région (Mozambique et pays environnants). Un terminal voitures a récemment été construit par Grindrod (Afrique du Sud) : il possède une capacité annuelle de 63 000 véhicules, pouvant être portée à 250 000.
- *Beira* Le port de Beira a été réhabilité avec l'aide de l'Union européenne, et British Petroleum y a ouvert un terminal pétrolier en 2003. Il devrait devenir le port de sortie du gisement de charbon de Moatize et d'autres mines de charbon. Comme une partie du trafic provient du Zimbabwe, le port a été affecté par la détérioration économique de ce pays. La réhabilitation de la voie ferrée de Sena et la construction d'un terminal charbon pourrait le revitaliser.

¹⁵ Consortium formé par le Groupe Mersey Docks, Skanska, Liscont, Grindrod, CFM et l'État du Mozambique.

- *Quelimane et Pemba* Un consortium sud-africain, CMC South Africa, est en train de réhabiliter le port de Quelimane. Le port de Pemba, à l'extrême nord du pays, a, quant à lui, une capacité théorique de 650 000 tonnes/an, mais ses performances plafonnent actuellement à 100 000 tonnes. Grâce à l'amélioration du système routier Pemba-Montepuez-Lichinga, permettant l'accès à l'arrière-pays sous-développé, et à l'utilisation du port pour les excédents des ports tanzaniens voisins, Pemba pourrait atteindre 50 % de ses capacités.

4.15 **Voies ferrées.** : Le Mozambique compte au total 3.123 km de voies ferrées, dont 2.893 km ont un écartement des voies de 1.067 m, tandis que 140 km sont des voies à écartement étroit de 0,762 m. Les voies ferrées sont exploitées par Portos e Caminhos de Ferro de Moçambique (CFM). Le réseau a été réhabilité grâce à divers programmes, notamment le Programme de restructuration des ports et des voies ferrées de la Banque mondiale, assorti d'un prêt de 100 millions de dollars EU sur 40 ans. L'objectif était de réhabiliter les lignes et d'accorder des concessions pour des sous-systèmes. Les concessions ont été accordées pour les ports et certaines lignes ferroviaires, mais CFM conserve une part des actions de l'entreprise concessionnaire. Enfin, le réseau ferroviaire est conçu selon l'approche des « couloirs » : il relie les autres pays aux ports du Mozambique.

4.16 La principale réhabilitation a porté sur la voie ferrée de Sena. Les 600 km de cette voie vont de Beira à la région charbonnière de Moatize. Elle relie aussi la région sucrière, le long du fleuve Zambèze. Sa reconstruction est en cours, mais la ligne devait auparavant être déminée, ce qui a été achevé en octobre 2006. Un premier tronçon doit être inauguré en décembre 2008, et la totalité de la ligne en 2009. Quant à la réhabilitation de la voie ferrée Maputo-Ressano Garcia, le long de la frontière sud-africaine, elle a pris du retard sur le calendrier.

4.17 **Transport insuffisant en électricité.** L'électricité est fournie par Electricidade de Moçambique (EDM). Fin 2006, seule 9,4 % de la population avait accès au réseau électrique, contre 7,8 % en 2005 et 6 % en 2004. Les coupures d'électricité posent aussi un problème important. En 2003, l'objectif du programme PARPA était d'électrifier les 128 capitales de district. Aujourd'hui encore, 60 districts n'ont pas l'électricité. Près de la moitié de la production électrique du Mozambique provient du barrage de Cahora Bassa, construit et achevé avant l'indépendance. Quelque 60 % de cette production sont utilisés par l'usine d'aluminium de Mozal, 30 % sont exportés vers l'Afrique du Sud et dans une moindre mesure, vers le Zimbabwe, et le reste est utilisé au Mozambique. Mais il n'existe pas de ligne directe au Mozambique vers le principal centre de consommation, la région de Maputo. La ligne principale passe à travers l'Afrique du Sud.

4.18 L'accès et le coût de l'électricité sont l'un des plus graves problèmes d'infrastructures que connaît l'industrie au Mozambique. On considère que c'est l'une des raisons de l'échec de certains secteurs d'activité comme l'habillement. Toutes les entreprises, sauf Mozal, souffrent des coûts très élevés de l'électricité. En outre, le service n'est pas fiable : sa disponibilité est estimée à 60-70 % du temps. Pour compenser, de nombreuses entreprises et particuliers achètent de petits groupes électrogènes à essence, ce qui augmente les coûts d'investissements et la pollution. Une enquête datée de 2002 indiquait que 31 % des entreprises possédaient leur propre groupe électrogène et que la perte moyenne de production due aux coupures d'électricité représentait 2 % des ventes. Dans le rapport 2003 de la Banque mondiale sur le climat des investissements, 64 % des entreprises interrogées estimaient que l'énergie était un problème majeur, avec 17 coupures enregistrées chaque mois.

4.19 **Mauvaises télécommunications, sauf les télécommunications mobiles.**

Telecomunicações de Moçambique (TdM) est le seul opérateur de téléphonie fixe. On ne dénombrait que 73 592 lignes de téléphone fixe en 2006, soit moins qu'en 2003 (81 318)¹⁶. Presque toutes (98 %) se trouvaient en zones urbaines. Ce manque de lignes terrestres signifie que : i) les télécommunications mobiles, comme dans les autres pays en développement, remplacent les lignes terrestres en tant que principal moyen de communication ; et ii) que tous les types de transmission de données utilisant des lignes terrestres (Internet, en particulier) sont lents. Il y a deux opérateurs de téléphonie mobile : i) Moçambique Celular Lda ou « mCel » ; et Vodacom Mozambique, une filiale de Vodacom South Africa. Le manque de lignes terrestres limite l'expansion du réseau internet. On recense 11 fournisseurs Internet, mais seulement 178 000 utilisateurs d'Internet (estimation)¹⁷, en raison de l'insuffisance de lignes terrestres et électriques, et 1700 lignes ADSL, seulement dans les villes (TdM, 2006).

4.20 **Alimentation en eau et assainissement : des progrès sont nécessaires.** Bien qu'il y ait eu des progrès dans l'approvisionnement en eau et le système d'assainissement ces dernières années, la situation globale est encore précaire. Cette précarité a des conséquences importantes sur la santé de la population (choléra, diarrhées), en particulier sur le taux de mortalité des enfants.

Tableau 3
Accès à l'eau potable et assainissement

Part de la population ayant ...	1990	2004
Un accès durable à des installations sanitaires améliorées	20 %	32 %
Un accès durable à une meilleure source d'approvisionnement en eau	36 %	43 %

Source : Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2007-2008

4.21 Le gouvernement a mis en œuvre deux Programmes nationaux de développement de l'eau : NWDP I, puis NWDP II. L'accent est mis sur la décentralisation des responsabilités de l'approvisionnement en eau et de l'évacuation des eaux usées vers les autorités locales, et l'encouragement à la participation du secteur privé. Les principaux objectifs de ces programmes sont : i) la couverture des besoins essentiels de la population, la hausse du taux de couverture en approvisionnement en eau et installations sanitaires, en particulier dans les groupes à faibles revenus ; ii) l'amélioration de l'utilisation des ressources par l'implication des bénéficiaires dans la planification et la mise en œuvre, et la délégation des responsabilités aux organismes locaux ; iii) le recouvrement des coûts, parallèlement au maintien d'un prix socialement soutenable ; iv) le transfert de services au secteur privé, en laissant aux pouvoirs publics centraux le rôle de régulation, planification et supervision ; et v) l'intégration de la politique nationale de l'eau dans un cadre régional plus large.

5. Le marché du travail

Le secteur recensé

5.1 Le Mozambique est un pays essentiellement rural. Bien que 80 % de sa population vivent en milieu rural, la contribution de l'agriculture au PIB n'est que de 24 %. À l'exception de certaines agro-industries (notamment celles du tabac, du sucre et du coton), le secteur agricole est essentiellement non structuré. Pour le reste de la population et de l'économie, il existe trois catégories bien distinctes qui sont : i) les grandes sociétés, en majorité, étrangères;

¹⁶ Rapport annuel TdM, 2006

¹⁷ Estimations du Central Intelligence Agency Factbook, données de 2006

ii) le secteur structuré mozambicain ; et iii) le secteur non structuré mozambicain.

Tableau 3
Total des emplois recensés

Statut	Employés	%
Entreprises privées	274.275	52,6
Entreprises publiques ou étatiques	26.870	5,2
Fonction publique	173.495	33,3
Institutions à but non lucratif	46.567	8,9
Total	521.207	100

Source: Censo das Empresas 2002/2003

5.2 Selon l'INE (CEMPRE, 2004), les emplois recensés en 2003 représentaient un peu plus d'un demi-million de personnes, nombre insignifiant dans un pays de 20 millions d'habitants. Le pays ne comptait, en 2004, que 28.870 entreprises structurées (publiques et privées) employant 301.145 personnes. Un nombre infime de grandes entreprises représente le quart de la production industrielle du pays (la moitié de la production industrielle provient de la seule société Mozal).

Tableau 4
Recensement des emplois du secteur privé classés par taille

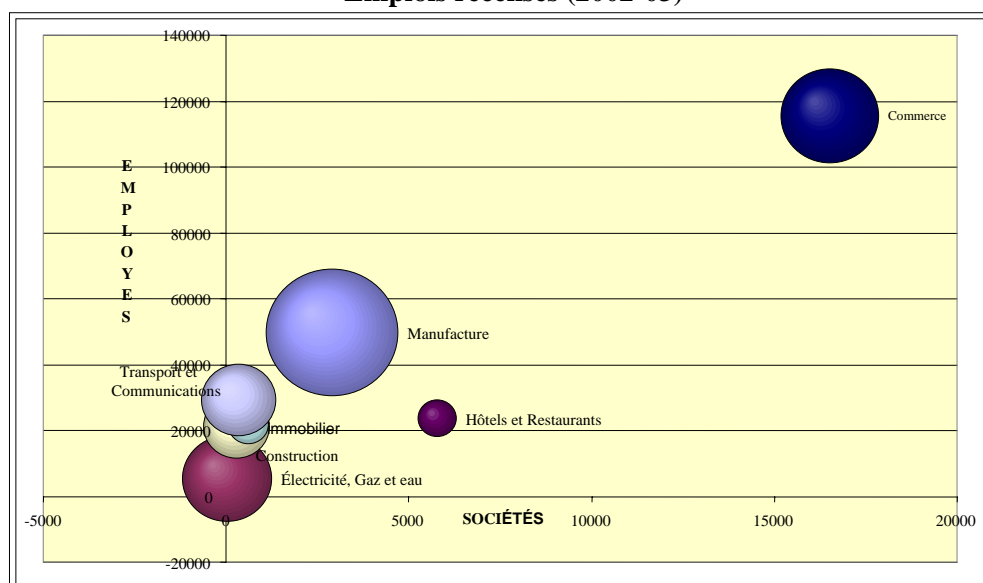
Taille	Définition: personnel	Nombre d'entreprises	%	Employés	%	Ventes en milliards de MT	%
Grande	> 100	396	1,4	60.149	20,0	38.843	58,5
Moyenne	10-99	2.621	9,1	69.076	22,9	11.649	17,5
Petite	<10	25.853	89,5	171.920	57,1	15.952	24,0
TOTAL		28.870	100	301.145	100	66.444	100

Source: INE, CEMPRE

5.3 Sur ces entreprises, 254 sociétés à responsabilité limitée emploient 18,9 % d'effectifs recensés et assurent 40,7 % de la production industrielle totale. D'un autre côté, 24.660 entreprises privées (soit 85 % du total des entreprises) en produisent moins de 20 %. La répartition sectorielle des sociétés inscrites au registre du commerce ne correspond pas à la répartition sectorielle du PIB (l'agriculture représente 24 % du PIB, mais seulement 1,5 % de la production des sociétés inscrites), la différence étant attribuable au secteur non structuré qui compte quelque 3 millions de ménages. Les données, qui datent de 2003, sous-estiment également la part actuelle du secteur des mines et de l'énergie, du moins en termes de revenus puisque l'exploitation du gisement gazier de la SASOL et de la mine de titane de Moma a commencé plus tard.

5.4 Le graphique ci-dessous montre l'importance du secteur commercial en tant que principal pourvoyeur d'emplois par rapport au secteur énergétique, qui a un chiffre d'affaires identique (en 2003) mais dont les effectifs en personnel sont bien moindres. L'agriculture est quasi-inexistante dans l'économie structurée mais le tourisme occupe une bonne place dans le secteur structuré (20 % des sociétés et 8 % des emplois).

Graphique 1
Emplois recensés (2002-03)



Source: Censo das Empresas 2002/2003

5.5 La plupart des sociétés du secteur structuré sont implantées à Maputo ou dans la province de Maputo. Cette situation est due à : i) l'importance de la province en tant que centre industriel ; et ii) aux lourdeurs administratives qui amènent de nombreuses sociétés à avoir leur siège à proximité du centre administratif de Maputo où les dossiers administratifs se traitent beaucoup plus rapidement et efficacement.

Intégrer le secteur non structuré à l'économie structurée

5.6 Le secteur non structuré emploie la majeure partie de la main d'œuvre mozambicaine en raison des facteurs dissuasifs liés à sa participation au secteur structuré, de la rigidité du droit du travail, de la complexité et de l'application arbitraire des réglementations. La première enquête nationale sur le secteur non structuré mozambicain, réalisée en 2005, estime à 7,7 millions le nombre de travailleurs dans le secteur informel, dont 7 millions dans le secteur agricole et 700.000 dans d'autres activités. Par ailleurs, un fort pourcentage de personnes qui travaillent dans le secteur structuré s'adonnerait à des activités parallèles secondaires.

5.7 Le marché du travail évolue dans le cadre d'une réglementation sur l'emploi qui est très restrictive, héritage des années d'économie dirigée. La réglementation excessive freine le développement de l'emploi et la croissance de la productivité. Bien que les coûts des salaires et avantages soient peu élevés, la réglementation sur l'augmentation ou la diminution du nombre d'heures de travail, le recrutement, le licenciement et l'embauche du personnel expatrié est rigide. L'embauche peut s'avérer assez difficile et le coût des licenciements est l'un des plus élevés de la région. Des changements sont en cours : la réglementation s'est assouplie avec le code du travail de 2007, mais son application n'a pas encore produit les résultats escomptés.

5.8 La stratégie actuelle du gouvernement a visé à attirer les investisseurs étrangers et à développer les PME en utilisant les relations d'affaires avec ces grands projets d'investissements étrangers. Toutefois, certains ont critiqué cette stratégie, faute de résultats. À titre d'exemple, il est dit que seule une poignée de PME locales a pu tirer profit de

l'opportunité que représentent les relations industrielles avec ces grands projets. Les rares PME mozambicaines qui ont réussi à créer des relations et à en tirer profit y sont parvenues parce qu'elles s'étaient associées avec les partenaires étrangers ou qu'elles étaient affiliées à ces entreprises étrangères. Le manque d'informations sur les perspectives, normes et standards dans le domaine du développement des affaires ainsi que les difficultés d'accès au crédit empêchent souvent les petites sociétés de tirer parti d'opportunités d'affaires qui pourraient déboucher sur une augmentation de l'emploi dans le secteur structuré. Néanmoins, des programmes ont démontré qu'il est possible pour les PME de développer des liens commerciaux avec les grands projets à condition d'avoir un soutien approprié.¹⁸

Qualité de la main d'œuvre

5.9 La population du pays est jeune et en majorité rurale, caractérisée par un taux élevé d'analphabétisme. Les femmes représentent 52 % de la main d'œuvre et 88 % d'entre elles travaillent comme ouvrières agricoles non qualifiées. Les femmes ne représentent que 25 % de la main d'œuvre qualifiée¹⁹ et restent donc nettement minoritaires dans le réservoir de main d'œuvre qualifiée, ce qui entraîne des inégalités salariales manifestes par rapport aux hommes. Même si le travail abonde, le niveau de qualification est faible, ce qui affecte la création d'emplois et le développement des affaires. L'industrie de la noix de cajou en est un exemple intéressant. Les premières usines de traitement de noix de cajou ont été conçues pour utiliser un fort coefficient de main d'œuvre au détriment des machines. En fin de compte, cette industrie est revenue à une plus grande utilisation des machines car la population rurale n'était pas habituée à travailler dans des usines et n'est pas suffisamment efficace. Le manque d'éducation est problématique pour les entreprises puisqu'elles n'arrivent pas à trouver le personnel qualifié dont elles ont besoin. Le taux de scolarisation du primaire s'est amélioré, mais peu d'élèves poursuivent des études secondaires ou supérieures.

5.10 Le niveau d'instruction des chefs d'entreprises est faible (32 % d'entre eux n'ont qu'un niveau primaire). Les politiques en matière de formation du personnel des entreprises sont inadéquates. La majorité de ces entreprises n'offrent aucun type de formation pour renforcer les capacités et améliorer la qualité de leurs employés.

6. Stratégie de développement du secteur privé

6.1 Les chapitres précédents mettent en lumière les opportunités de développement du secteur privé ainsi que les obstacles qui entravent son évolution. Le Mozambique est doté d'une économie privée, dont la contribution provient essentiellement de deux secteurs très peu reliés l'un à l'autre : d'une part, les mégaprojets (opérations importantes, complexes, généralement dirigées par des entreprises étrangères avec des moyens technologiques modernes) et, d'autre part, l'agriculture et la transformation des produits agricoles (petites entreprises, activité non structurée et faible niveau technologique). Entre les deux, il y a un fossé à combler.

Tableau 5
Analyse FFP

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> - stabilité politique et macroéconomique - exemple de succès pour la communauté internationale 	<ul style="list-style-type: none"> - faible qualité de la main-d'œuvre - droit du travail rigide - financement coûteux et peu disponible

¹⁸ Par exemple le programme parrainé par la SFI qui vise le développement de liens entre le projet Mozal et des PME locales.

¹⁹ La BAD a récemment approuvé un projet d'entrepreneuriat féminin afin de renforcer les qualifications des ouvrières agricoles.

<ul style="list-style-type: none"> - ressources naturelles et minérales considérables ; bon emplacement géographique - accès préférentiel aux marchés d'importation - salaires faibles - proximité avec grand marché sud-africain 	<ul style="list-style-type: none"> - bureaucratie (enregistrement, permis) - infrastructures de base très dégradées - faible capacité d'exportation - forte prévalence du VIH/SIDA et de la malaria
POSSIBILITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> - devenir une plaque tournante commerciale pour l'Afrique australe - devenir un producteur/exportateur agricole mondial potentiel pour le tourisme, investissement direct étranger (IDE) - développer davantage les ressources naturelles - renforcer les liens entre mégaprojets et entreprises locales - potentiel pour une concurrence plus forte dans le secteur des transports 	<ul style="list-style-type: none"> - haut niveau de corruption, faible gouvernance - crise alimentaire - bureaucratie excessive - augmentation des prix du pétrole - les producteurs locaux ne peuvent pas concurrencer les producteurs étrangers - infrastructures inadéquates (coupures générales, etc.) - réchauffement climatique (inondations, sécheresses, etc.)

6.2 Il sera crucial d'améliorer l'environnement des affaires. C'est une condition nécessaire, mais non suffisante. Des actions de soutien seront, certes, indispensables pour lancer des activités et créer des entreprises modèles. Le gouvernement aura besoin d'assistance et de fonds pour appliquer les réformes. Il devra également « couvrir²⁰ » les entreprises de taille moyenne présentant un potentiel de croissance afin qu'elles passent du secteur non structuré au secteur structuré. Il sera sans doute nécessaire de mettre en place des institutions spéciales dans le secteur de l'agriculture, en regroupant financement, assistance technique et suivi rapproché pour assurer l'efficacité et la durabilité du programme, contrairement à de nombreux projets antérieurs. Ne fournir qu'une aide financière ou qu'une aide technique conduira forcément à l'échec. La formation sera aussi cruciale pour assurer la bonne évolution de secteurs tels que l'agriculture et le tourisme.

6.3 Pour qu'elle soit durable et robuste, toute stratégie requiert : i) une bonne planification commerciale ; ii) et une mise en œuvre de qualité. Le secteur privé doit devenir un puissant moteur de croissance durable au Mozambique. Le gouvernement doit y apporter sa puissante contribution en se concentrant essentiellement sur les réformes de l'environnement des affaires et les incitatifs visant à stimuler la croissance dans les principaux secteurs à fort potentiel (l'agriculture, le tourisme et l'industrie). Il devra également encourager les institutions d'appui comme les centres de formation, ainsi que des instituts de normalisation et de standardisation.

6.4 Les bailleurs de fonds, comme la Banque africaine de développement (BAD), ont un rôle important à jouer pour compléter les efforts du gouvernement. Ils doivent se concentrer sur des projets visant à accélérer l'application des réformes qui ont valeur d'exemple et produisent un effet de levier. Les projets de la BAD doivent servir de catalyseur pour l'investissement et la croissance du secteur privé.

Le rôle du gouvernement

6.5 Le gouvernement a un rôle important à jouer dans le développement du secteur privé. A la lumière des défis auxquels le pays est confronté, il devra concentrer son action sur trois domaines.

6.6 *L'environnement des affaires* : Si le Mozambique a su attirer plusieurs grands

²⁰ Pour fournir le financement et l'assistance/l'encadrement de façon coordonnée

investissements à forte intensité de capital, il a moins bien réussi à attirer des investissements tirant parti de ses ressources abondantes en main-d'œuvre et susceptibles de contribuer de façon plus directe à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. La suppression des barrières administratives, juridiques et systémiques entravant les affaires s'est faite lentement et n'a pas encore abouti. Le secteur public devra reformer son personnel, modifier les systèmes d'incitatifs (pour éviter la corruption due aux bas salaires ou aux déséquilibres provoqués par les primes octroyées en fonction des pourcentages d'affaires, etc.) et les politiques concernant la fonction publique. Il convient de renforcer la coordination et le soutien, non seulement de la part des divers ministères, mais également de la société civile et des partis politiques. Le gouvernement, à travers le ministère du Commerce et de l'Industrie, a prévu d'engager une stratégie visant à améliorer le classement du pays dans le rapport « *La Pratique des affaires* », et donc d'agir dans tous les domaines d'importance critique identifiés par les milieux d'affaires.

6.7 **Formation** : En plus de la réforme des lois et règlements, le gouvernement va devoir renforcer, créer ou favoriser la création d'institutions assurant le soutien et la formation du secteur privé. Les tâches les plus pressantes sont : i) le renforcement de l'Instituto Nacional de Normalização e Qualidade (INNOQ), organisme de normalisation du pays, en coordination avec les normes et standards de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ; ii) le renforcement de l'IPEX, organisme de promotion des exportations, de façon à fournir des informations à tous les producteurs, même s'ils ne sont pas situés dans la province de Maputo, en utilisant des moyens alternatifs comme le téléphone mobile ; iii) créer ou réhabiliter l'enseignement technique professionnel pour le tourisme, tant à Maputo qu'ailleurs dans le pays, en vue de former des professionnels du secteur (l'établissement hôtelier de formation de Maputo ne fonctionne pas correctement) ; et iv) fournir des incitatifs pour soutenir la création d'initiatives privées telles que Banco Terra, créée récemment.

6.8 **Agriculture** : Même si cela prendra du temps, l'accent mis sur la modernisation et la structuration de l'agriculture (de pair avec la recherche d'investisseurs étrangers) permettra de favoriser le développement, de réduire la pauvreté et de renforcer la stabilité sociale. L'agriculture peut devenir une source majeure d'emplois et d'exportation si le niveau technologique, le financement et l'organisation s'améliorent. Dans le même temps, les investissements favorisant la productivité dans le domaine agricole devraient avoir un impact positif sur la réduction de la pauvreté au Mozambique. Il convient d'accorder une attention particulière à ce secteur et de le soutenir à travers des actions visant à :

- Améliorer l'agriculture commerciale et la transformation des produits agricoles pour permettre à certains opérateurs de se structurer et de se moderniser progressivement pour passer à un modèle de production moderne ;
- Faciliter la liaison entre les différents acteurs de la chaîne de valeur du secteur privé, non seulement en matière de transformation, mais aussi de sélection, d'emballage, de transport et de stockage ;
- Diversifier les projets d'investissements étrangers et modifier les incitatifs pour accélérer l'apparition de sous-traitants et petites plantations modernes et efficaces ;
- Mettre en place des infrastructures efficaces, assurer l'accès à l'eau et à l'électricité pour soutenir la croissance des entreprises privées, petites ou

grandes.

Le rôle des opérateurs privés

6.9 Les opérateurs privés ont aussi un rôle important à jouer dans le développement du pays. Premièrement, les sociétés privées doivent s'attacher à être des citoyennes et exemplaires, et adopter de bonnes pratiques en matière de responsabilité sociale des entreprises, ce qui implique des mesures visant à garantir que le respect des bonnes pratiques environnementales et sociales, à favoriser les rapports avec les communautés locales à travers des fonds sociaux et des programmes de proximité et à recourir pour leur approvisionnement aux sources locales. Deuxièmement, les entreprises privées doivent soutenir les efforts du gouvernement dans sa lutte contre la corruption. Elles ne pourront pas régler ce problème seules, mais doivent aussi lutter contre la corruption, tant il est vrai que le secteur privé n'y échappe pas non plus. Enfin, les entreprises doivent jouer un rôle majeur en matière de formation et de perfectionnement, grâce aux programmes de formation continue dans l'entreprise, mais aussi à travers des programmes de formation spécifiques. Le rôle des PME dans le développement du secteur privé est essentiel, mais il est limité en raison de leur moindre capacité. Aussi, les grands projets, qui impliquent souvent des investisseurs étrangers et qui bénéficient de capacités organisationnelles optimales, ont donc la responsabilité la plus importante.

Le rôle des bailleurs de fonds

6.10 Actuellement, les trois bailleurs de fonds les plus importants sont la Banque mondiale, l'UE et la BAD. L'aide au Mozambique se fait à travers deux principaux canaux : i) l'aide budgétaire (financée collectivement par de nombreux bailleurs) ; et ii) l'aide directe à des projets (financement et assistance technique). Compte tenu de la multiplicité des projets et des besoins de coordination et de cofinancement, les bailleurs ont créé différents groupes traitant de programmes d'aide pour des cibles spécifiques. Les Partenariats d'aide aux programmes (PAP) ciblent essentiellement l'aide budgétaire et les programmes visant directement à la réduction de la pauvreté. L'aide budgétaire est fournie par les 19 pays et ONG du groupe PAP. Ce dernier a annoncé en mai 2007 que son aide pour le budget 2008 n'augmenterait que légèrement pour atteindre 385 millions de dollars EU, contre 369 millions en 2006. Les prévisions étaient supérieures, mais certains pays ont réduit leurs engagements du fait des « mauvaises performances »²¹.

6.11 Le gouvernement et les bailleurs de fonds sont tout à fait conscients de l'importance du secteur privé. Il existe un Groupe de travail « secteur privé » (GTSP) qui regroupe les principaux bailleurs actifs dans ce domaine, des représentants du gouvernement et le CTA (Confédération des associations économiques du Mozambique), qui représente le secteur privé local. Jusqu'à présent, cette structure s'est essentiellement concentrée sur l'environnement des affaires. Dans ce cadre, les États-Unis (USAID et *Millenium Challenge Corporation* - MCC), l'Union européenne et la Banque mondiale assistent le gouvernement dans l'élaboration d'une stratégie visant à améliorer l'environnement des affaires. Plusieurs études ont également été conduites pour identifier les entraves au commerce ou à la croissance de certains secteurs (tourisme, horticulture, textile, etc.) Des capacités de soutien ont déjà été mobilisées pour lever certaines entraves majeures (par ex., la modernisation des douanes par le *Department for international Development* (DFID) du Royaume-Uni).

²¹ Banque mondiale, Stratégie partenariat-pays, 2008-2011

6.12 Afin de mieux identifier les activités de soutien au secteur privé des bailleurs de fonds, le GTSP a dressé un inventaire de tous les projets. Au nombre des principales activités en cours figure le programme de la MCC portant sur le régime foncier agricole avec KfW et Norfund (et, dans une moindre mesure, le gouvernement néerlandais) qui soutient la création d'une nouvelle banque, Banco Terra, par un financement en capital, en lignes de crédit et en assistance technique. En parallèle, l'Union européenne, le DFID, le ministère de la Coopération suisse et d'autres fournissent une aide institutionnelle et entrepreneuriale pour améliorer les spécifications d'exportation et les normes de qualité, en se concentrant dans un premier temps sur le poisson, les noix et les fruits. La Banque mondiale, la Communauté européenne et le ministère italien de la Coopération fournissent également une aide au CEPAGRI, qui soutient les activités agricoles du secteur privé.

6.13 Au cours des cinq dernières années, d'autres projets de soutien au secteur privé ont été mis en œuvre, en plus du travail fourni en matière d'environnement des affaires. La Banque mondiale, l'Union européenne et d'autres bailleurs de fonds ont cofinancé le projet de développement d'entreprise intitulé *Projecto para o Desenvolvimento Empresarial (PoDE)*, qui propose des conseils et un soutien direct aux entreprises pour améliorer leurs perspectives de rentabilité financière. La Société financière Internationale (SFI), la BEI et la BAD ont injecté des capitaux importants dans des mégaprojets (Mozal, MOMA, Sasol et CMH, gazoduc Sasol). La SFI a mis au point un programme national de promotion du tourisme. Dans ce cadre, elle a apporté une aide directe à quelques entreprises sélectionnées et a prodigué des conseils à des banques afin qu'elles prêtent davantage aux PME.

Le rôle de la Banque africaine de développement

6.14 Le Groupe de la Banque a démarré ses opérations au Mozambique en 1977 et a approuvé 74 opérations depuis lors, pour un montant total d'environ 1,6 milliard de dollars EU. Le portefeuille actuel s'élève à près de 650 millions de dollars EU et se concentre essentiellement sur le développement des infrastructures (routes, approvisionnement en eau, assainissement et électricité), l'agriculture, l'aide plurisectorielle, la santé et l'éducation.

6.15 En juin 2006, la Banque a approuvé un nouveau Document de stratégie pays (DSP) pour baliser ses interventions et activités dans le pays durant la période 2006-2009. Ce document est aligné sur le PSRP (PARPA II) qui couvre la même période. Les deux principaux piliers de la nouvelle stratégie de la BAD sont la gouvernance et les infrastructures. L'action en matière de gouvernance se fait avant tout par le biais d'une aide budgétaire, et celle en faveur des infrastructures par des investissements directs dans les projets.

6.16 Jusqu'à présent, le financement direct du secteur privé par la Banque s'est limité au financement par emprunt de mégaprojets et à des conseils au secteur financier. À travers son aide au secteur privé, la BAD a approuvé deux projets, le gazoduc de Sasol en octobre 2003, et la mine de titane de Moma en mai 2003, pour un montant total de 130 millions de dollars. Toutefois, la Banque pourrait jouer un plus grand rôle dans un certain nombre de domaines, notamment dans les prêts et les activités hors prêts. Les priorités fixées devront tenir compte : i) des besoins les plus critiques ; ii) de l'assistance déjà fournie par d'autres bailleurs de fonds, ou de financiers à mobiliser dans le cadre d'accords de partenariats ; et iii) des ressources financières et humaines de la BAD.

- *Amélioration des infrastructures* : Comme nous l'expliquons ci-dessus, le

manque d'infrastructures appropriées est un frein majeur à la croissance des entreprises. En s'appuyant sur sa grande expérience en matière d'infrastructures, la BAD peut élaborer des projets et combiner financement public et privé. Dans de nombreux cas, les partenariats publics-privés (PPP) peuvent permettre de mobiliser le savoir faire et les capitaux privés. Compte tenu du potentiel du Mozambique et de l'évolution de la situation des pays voisins, la composante majeure devra être l'énergie, à la fois pour le marché local et pour l'exportation vers le *Southern African Power Pool* (Pôle énergétique d'Afrique australe – SAPP).

- *Conseil* : La BAD peut jouer un rôle positif en améliorant le climat des affaires (pour renforcer l'action du gouvernement, comme nous l'avons souligné plus haut, en coordination avec les autres bailleurs de fonds). L'accent devra porter sur le renforcement du cadre réglementaire, en particulier pour stimuler la compétition et assouplir le marché du travail, pour moderniser l'inspection, l'hygiène et la sécurité au travail et faciliter de manière responsable la réglementation relative à l'emploi de travailleurs étrangers, ce qui est essentiel pour attirer de nouveaux investissements d'origine étrangère.

- *Soutien à l'application des réformes* : Comme nous l'avons signalé, l'application des réformes est un des grands problèmes du Mozambique. Il ne sert à rien de réduire officiellement les impôts (ce qui encourage fortement les entreprises non-structurées à rejoindre le secteur structuré) si les inspecteurs des impôts continuent de harceler les entrepreneurs. L'accent portera à la fois sur la formation et le conseil pour moderniser l'ensemble des mesures d'incitation des fonctionnaires.
- *Améliorer l'accès à la finance* : Toutes les analyses considèrent que le manque de financement est l'une des principales contraintes. La Banque devra œuvrer avec : i) les institutions financières pour les aider à élaborer des instruments adaptés aux petits entrepreneurs et agriculteurs privés, et ii) les entreprises et les agriculteurs pour les rendre éligibles au crédit, ce qui nécessitera d'allier la finance à l'aide technique.
- *Transactions à effet catalyseur* : Il s'agit du cofinancement de quelques projets importants qui généreront des revenus d'exportation, créeront des emplois et encourageront les investissements à l'avenir. Les leçons tirées des expériences passées permettront de mieux relier ces grands projets au développement des entreprises locales.

Infrastructures

6.17 Bien que les infrastructures aient traditionnellement été financées par les pouvoirs publics centraux, les PPP financent de plus en plus les projets d'infrastructure. Les besoins en investissement sont importants, notamment pour ce qui concerne les routes, les ponts, les aéroports et les centrales électriques. Le Mozambique a l'expérience des PPP et de la gestion privée des infrastructures. La BAD pourra fournir une aide à plusieurs niveaux : i) aide au développement et au montage des projets, ii) aide au gouvernement pour la négociation des concessions ; iii) financement direct des opérateurs publics ou privés à travers des prêts ; et iv) participation à des fonds d'investissements spécialisés dans les infrastructures, dont certains existent déjà.

6.18 Il est urgent de remédier à la crise énergétique de l'Afrique du Sud. La planification de la production et du transport de l'électricité, tant en termes de marché que de prix, doit porter une attention particulière au contexte du SAPP. La BAD pourrait occuper une position clé pour fournir une aide qui fait fortement défaut en matière de planification, de tarification, d'exportation et de financement. Dans la mesure où il faudra des financements importants, tant pour la production d'électricité que pour son transport, la BAD est en mesure de fournir des financements importants directement et de jouer un rôle catalyseur pour mobiliser le financement privé.

Rôle de conseil

6.19 La Banque doit participer activement au GTSP pour être reconnue comme acteur crédible du secteur privé. A travers le travail de ce groupe, la Banque sera mieux informée des activités des autres bailleurs de fonds en faveur du secteur privé. Elle pourra aussi le renforcer en tant qu'acteur « africain » et être immédiatement et directement informée des stratégies proposées par le gouvernement.

6.20 En plus de ce rôle de conseiller auprès des milieux d'affaires (en coordination des actions avec les autres bailleurs de fonds intervenant dans ce domaine), la Banque pourra également prodiguer des conseils sectoriels. Deux secteurs à fort potentiel, l'agriculture et les

industries d'extraction, pourraient avoir besoin de conseils concernant certaines dispositions juridiques particulières qui s'y rapportent (par exemple, les titres fonciers pour l'agriculture, les lois sur l'industrie minière et la réglementation du secteur extractif, les questions de tarifs et de taxes, etc.) et certains domaines particuliers (de la production aux infrastructures en passant par le commerce). Ce type de conseils permettrait non seulement d'aider le gouvernement à prendre des décisions dans ces domaines, mais également d'y améliorer la conception des instruments de financement et des projets.

6.21 La Banque peut également soutenir le renforcement institutionnel. Comme nous l'avons mentionné plus haut, une nouvelle politique n'aura que peu d'impact si elle est mal appliquée. Avec les autres bailleurs, la Banque devra mobiliser des fonds et des équipes d'experts pour concevoir de nouvelles politiques en matière de ressources humaines et d'incitatifs, pour aider à la restructuration de certaines institutions et de certains services et reformer un certain nombre de fonctionnaires. La mise en place du nouveau régime fiscal (annoncée en novembre 2007) nécessitera des changements institutionnels et la formation du personnel pour que ses effets positifs sur le monde des affaires soient réellement ressentis.

6.22 Si elle parvient à mobiliser les experts compétents, la BAD pourra également apporter des conseils qui font cruellement défaut en matière de négociation. Par exemple, la Banque pourra œuvrer pour accroître l'efficacité économique des investissements dans le pays (c'est-à-dire l'usage approprié des exonérations fiscales temporaires, les exemptions de droits de douane, l'utilisation de sous-traitants locaux, etc.) Là encore, même si la Banque n'a qu'une capacité limitée dans ce domaine, elle peut aider le gouvernement à recruter les meilleurs conseillers pour négocier ou renégocier certains contrats. À cette fin, le Mécanisme africain d'appui juridique), créé récemment, pourrait servir de vecteur.

Améliorer l'accès au financement

6.23 Le principal objectif consiste à garantir que les entreprises, et en particulier les agriculteurs, qui ont le plus besoin de fonds, puissent les obtenir. Comme nous l'avons abondamment signalé ci-dessus, le fossé est immense. Une telle activité pourrait :

- *Améliorer les flux d'informations et les relations entre banques et emprunteurs* : La plupart des banques manquent d'information sur les techniques appropriées pour desservir de nouveaux marchés en faisant des profits, alors que les PME ne comprennent souvent pas les critères du prêteur et n'ont pas la capacité nécessaire pour fournir les données comptables nécessaires et les plans d'entreprise requis. Des interventions soigneusement conçues peuvent aider les institutions financières à tester de nouveaux marchés (comme l'agriculture) et de nouveaux services et améliorer la bancabilité des entreprises locales grâce à une meilleure gestion et à des contrôles financiers plus poussés. Il faudra travailler en coordination étroite avec les autres bailleurs de fonds, notamment la SFI et L'USAID, pour éviter les chevauchements.
- *Développer les prêts à de nouveaux secteurs* : La microfinance, qui s'est développée en dehors des banques traditionnelles, est un bon exemple de prêt en faveur de nouveaux segments de la population. Pour le moment, le financement à l'agriculture est celui qui fait le plus défaut. Les banques traditionnelles n'ont pas de succursales dans les régions rurales, elles ne comprennent pas l'agriculture et ses risques, et elles s'en détournent en

l'absence de sûreté réelle dû aux problèmes associés aux titres fonciers. Nombreux sont les petits exploitants qui n'ont pas de titre foncier à proprement parler sur leurs terres, et lorsqu'ils en ont, ils ne peuvent pas servir de sûreté réelle puisqu'il n'y a pas de marché libre pour ces titres. Il y a certainement une place pour des acteurs comme la BAD qui, avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), finance à hauteur de 34 millions de dollars EU un programme gouvernemental visant à étendre les services financiers aux régions rurales. Elle pourrait également jouer un rôle important en tant que conseil auprès du gouvernement dans le but d'améliorer l'émission des titres fonciers pour faciliter les transferts de titres dans une phase ultérieure. Elle peut également travailler sur des programmes parallèles avec les exploitants agricoles pour améliorer leur bancabilité, établir des systèmes de contrôle pour suivre l'application des projets, renforcer leurs opérations et leurs ventes par le biais de l'aide des institutions fournissant des conseils aux agriculteurs en technologie et en commercialisation.

- *Dispositifs de garantie* : La BAD peut fournir des garanties qui, dans leur conception et application (en ne garantissant pas plus de 50 % du prêt, comme d'habitude), catalyseront les prêts. La BAD pourrait aider à concevoir et à financer de tels dispositifs.

Développer de nouveaux instruments financiers

6.24 Les capitaux propres font souvent défaut en matière d'investissement. S'il existe un nombre croissant de fonds en capitaux centrés sur l'Afrique, ils ne s'occupent en général que des investissements très importants, d'un montant supérieur à 5 millions de dollars EU. Les besoins des entreprises mozambicaines sont souvent inférieurs à ce seuil. Il est possible d'accroître la disponibilité des financements en capitaux pour les PME à travers la création de fonds consacrés à cette niche. Les fonds gérés par *Business Partners*²² en Afrique du Sud ou à Madagascar constituent un bon exemple. Ils ciblent les PME et proposent à la fois un financement et un encadrement. La BAD pourrait financer la création d'un tel fonds, qui pourrait jouer un rôle important pour faire passer les entreprises du secteur non structuré au secteur structuré. À ce fonds pourrait s'ajouter le financement d'une assistance technique (de la BAD ou d'autres bailleurs) pour accompagner et encadrer l'amélioration des performances de ces PME.

Cofinancement de transactions à effet catalyseur

6.25 C'est un domaine dans lequel la Banque a déjà été active dans le passé (par exemple, le projet Moma). Même si les grands projets lancés par des groupes multinationaux généralement mobilisent des fonds importants en termes commerciaux, la présence de la BAD ne peut que rassurer les grands investisseurs et leurs banques en assurant une plus grande protection des projets à l'égard du risque politique. La Banque peut aussi s'assurer du respect des bonnes pratiques environnementales et sociales et améliorer la conception des projets pour augmenter les retombées bénéfiques sur l'économie mozambicaine en termes de développement. La Banque se montre sélective dans le choix de ces transactions. Elle pourrait également jouer un rôle important en finançant des projets d'entreprises ou des projets dans des secteurs qui ne présentent pas d'intérêt aux yeux de la finance commerciale. Même s'ils

²² Société en participation d'encadrement qui a démarré en Afrique du Sud et s'étend maintenant à la région.

sont financièrement et économiquement viables, ces projets sont parfois difficiles à financer car ils n'ont pas le soutien financier et la stature des acteurs plus importants.

6.26 En conclusion, la BAD pourra agir à la fois en tant que : i) catalyseur et facilitateur, soit en conseillant le gouvernement, soit en développant des infrastructures qui font cruellement défaut ; et ii) en finançant et en prônant le développement du secteur privé à travers des instruments nouveaux ou améliorés. En concentrant essentiellement son action sur l'agriculture privée et sur la transformation des produits agricoles, elle pourrait permettre d'alléger la pauvreté et de favoriser l'égalité des sexes, deux principaux objectifs de développement du pays. Cette stratégie créera aussi des emplois et augmentera le pouvoir d'achat. La forte demande mondiale en produits agricoles et en matières premières créera un environnement positif et augmentera les chances de succès de la stratégie proposée.

Comment la BAD peut stimuler le développement du secteur privé du Mozambique

- Travailler en relation étroite avec les autres bailleurs de fonds en particulier en participant au GTSP
- Participer au financement de projets stratégiques ayant un impact fort sur le développement
- Promouvoir le partenariat et le dialogue entre les secteurs public et privé, en particulier pour construire les infrastructures nécessaires en matière de production et de transport d'énergie
- Collaborer avec les institutions financières locales pour améliorer l'accès au crédit des PME
- Concevoir des programmes combinant finance et assistance technique avec des acteurs locaux pour combler le fossé, notamment pour développer l'agriculture et l'agro-industrie
- Aider à libérer l'esprit d'entrepreneur et au renforcement des capacités techniques et de gestion